

Les Etats-Unis accentuent la pression sur les cabinets d'audit en Chine

Les filiales chinoises des « Big Four » ont reçu une injonction de la part de la SEC pour qu'elles lui remettent l'ensemble des documents en leur possession concernant les sociétés chinoises cotées aux Etats-Unis.

La SEC montre les dents sur les difficultés d'accès aux informations détenues par les sociétés d'audit locales dans un souci de transparence mais également dans le cadre d'enquête sur des fraudes.

Et Lewis Ferguson, membre du comité public américain de supervision comptable des sociétés (PCAOB), d'indiquer à ses homologues chinois que de nombreux dossiers d'introduction aux Etats-Unis de sociétés chinoises sont en attente d'un signe engageant Pékin à se soumettre aux exigences comptables américaines.

L'autorité américaine prévient que si aucun accord n'est trouvé d'ici à la fin de l'année, *« la seule solution envisageable est que le PCAOB sorte les sociétés de la cote et que la SEC leur interdise d'exercer »*.

Une menace confirmée par William Currier, associé chez White & Case, qui estime que *« s'ils ne produisent pas les documents selon la requête qui leur a été formulée, la SEC pourrait alors prendre des mesures de rétorsion identiques à celles prises dans le cas de Deloitte à Shanghai »*.

En refusant de produire les documents comptables relatifs à Longtop Financial Technologies, la filiale de Deloitte a été accusée de violation des lois américaines de marchés et menacée d'un retrait de sa licence.

Mais les « Big Four » estiment être pris entre le marteau et l'enclume. *« Comme d'autres sociétés qui ont reçu des demandes similaires, nous nous trouvons confrontés dans nos négociations à des lois divergentes aux Etats-Unis et en Chine »*, indique PwC. Lewis Ferguson admet que, si les autorités américaines et chinoises *« reconnaissent toutes deux l'importance d'améliorer la qualité des audits et la protection des investisseurs »*, *« la question est de savoir comment y arriver de façon à respecter la souveraineté nationale et les principes réglementaires légitimes des deux pays »*.

La semaine dernière, les équipementiers chinois des télécoms, Huawei et ZTE, ont été mis en cause par Washington et Bruxelles dans des pratiques anticoncurrentielles et de corruption et appelés à fournir les documents nécessaires à l'enquête.